

Budget 2026 : « priorité à la jeunesse et respect de la LPR » dans les nouvelles mesures de Matignon

News Tank Éducation & Recherche -
Paris - Actualité n°426828 - Publié le 16/01/2026 à 19:14

Imprimé par - abonné # - le 23/01/2026 à 09:10



Sébastien Lecornu -

« Ce budget 2026 doit donner une priorité à la jeunesse. Les bourses étudiantes seront maintenues pour tous les étudiants. Le repas à 1 € au restaurant universitaire sera une réalité à compter du mois de mai. Les universités et les organismes de recherche verront également leurs moyens renforcés pour respecter les engagements de leur programmation pour la recherche qui a été votée par le Parlement », déclare [Sébastien Lecornu](#), Premier ministre, le 16/01/2026, dans une allocution à Matignon.

Ces annonces interviennent alors que le projet de loi de finances 2026 est en discussion à l'Assemblée nationale. Le Gouvernement cherche un accord, notamment avec les Socialistes, pour éviter le vote d'une censure.

Initialement, le projet de budget du gouvernement prévoyait une marche partielle pour la LPR (Loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur), de 120 M€, comparée aux 500 M€ prévus par la trajectoire votée au Parlement.

Le Premier ministre annonce aussi que dans l'éducation nationale, 2 000 postes supplémentaires seront créés, « notamment pour accueillir, et c'est une priorité, nos enfants en situation de handicap ». Il s'agira donc de postes d'AESH (Accompagnants d'élèves en situation de handicap).

Parmi les autres annonces : l'annulation de la mesure initialement prévue de suppression des APL (Aide personnalisée au logement) pour les étudiants non boursiers extra-communautaires. Et le budget « continuera à soutenir l'apprentissage des jeunes, en particulier ceux qui travaillent dans les PME », sans toutefois préciser si ce soutien concerne les formations infra ou post-bac.

Il indique que les ministères de l'éducation nationale ou de l'enseignement supérieur et de la recherche font partie de ceux qui verront leurs crédits augmenter, « parce que c'est l'avenir du pays : qui peut être contre ».

Il précise enfin que « d'autres mesures, corrections, ajustements de ce budget seront précisées par les ministres dans les heures et les jours qui vont venir ».

Un amendement d’appel pour transférer 200 M€ au programme 150 sur la LPR (Loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l’enseignement supérieur)

Dans le cadre de l’examen du projet de loi de finances par l’Assemblée nationale, en séance publique, un [amendement](#) concernant la Mires (Mission interministérielle recherche et enseignement supérieur) a été déposé par le groupe EPR (Ensemble pour la République), dont Paul Midy et les rapporteurs spéciaux de la Mires, Thomas Cazenave et Charles Sitzenstuhl. Il est identique à celui qui avait été défendu en commission des finances, le 10/01/2026.

Il vise à transférer 200 M€ du programme 172 (Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires) (Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires) au programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), afin « d’alerter le Gouvernement sur la nécessité de respecter la trajectoire budgétaire prévue par la loi de programmation de la recherche 2021-2030 », et appelant ce dernier à lever le gage.



Matignon - Services du Premier ministre

Catégorie : État / Agences d'État

Adresse du siège

57 Rue de Varenne
75007 Paris France

Général

Implantations, dont siège

Hôtel de Matignon, 57 rue de Varenne, Paris

Missions et objectifs

Chef du Gouvernement sous la Cinquième République française.

Composantes

Parmi les services sous la responsabilité de Matignon figurent le SGPI et le plan d’investissement France 2030 ; l’INSP ; France Stratégie ; le Conseil d’analyse économique.